

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 9 juin 2017

Unité départementale du Loiret

**Installations classées**

-----  
**Société Ferme Eolienne des Terres Chaudes**

**Commune de LORCY**  
-----

**Rapport de présentation d'une demande  
d'autorisation unique d'un parc éolien**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par lettre déposée en préfecture du Loiret le 27 septembre 2016, Madame Emilie FOURGEAUD, agissant en qualité de représentant dûment habilité par la société VOLKSWIND GMBH, présidente de la société Ferme Eolienne les Terres Chaudes, a sollicité une autorisation unique pour le parc éolien "de la Ferme des Terres Chaudes", implanté sur le territoire de la commune de LORCY.

À cet effet, une demande, à laquelle ont été annexées une étude d'impact, des études paysagères, acoustique et faunistique, une notice hygiène et sécurité, une étude de dangers et un projet architectural, a été déposée le 27 septembre 2016.

Le dossier de demande a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 21 novembre 2016.

**L'objet du présent rapport est de présenter le dossier devant les membres de la CDNPS (commission des sites et paysages) et de proposer au préfet de la Région Centre-Val de Loire les suites qu'il convient de donner à cette demande.**

## Sommaire du rapport

<b>1 - Objet de la demande.....</b>	<b>3</b>
Contexte réglementaire hors ICPE.....	3
Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE.....	3
Le demandeur.....	4
Description de l'établissement.....	4
Principe de fonctionnement.....	6
Cadre administratif de l'instruction.....	6
Contraintes d'implantation.....	7
<b>2 - Procédure d'instruction.....</b>	<b>8</b>
Accords et avis consultatifs obligatoires.....	8
Avis de l'autorité environnementale.....	8
Déroulé de l'enquête publique.....	9
Réponses apportées par le pétitionnaire.....	10
Avis du commissaire enquêteur.....	11
Avis des conseils municipaux.....	13
Avis des services consultés.....	14
<b>3 - Mesures prises pour préserver l'environnement du site.....</b>	<b>15</b>
Impacts sur l'air.....	15
Impacts sur les eaux superficielles.....	15
Impacts sur les eaux souterraines.....	15
Impacts sur les sols et le sous-sol.....	16
Impacts liés aux déchets.....	16
Impacts liés au bruit.....	16
Impacts liés aux vibrations.....	17
Impacts liés aux ondes électromagnétiques.....	17
Impacts liés aux effets stroboscopiques.....	17
Impacts sur le paysage et le patrimoine.....	17
Impacts sur la faune.....	19
Risques accidentels liés au projet.....	19
Conditions de remise en état.....	20
Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.....	21
Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté par les services instructeurs.....	21
<b>4 - Avis des services instructeurs.....</b>	<b>22</b>
Autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire).....	22
Autorisation au titre du code de l'énergie.....	22
Autorisation ICPE au titre du code de l'environnement.....	22
Examen des conclusions du commissaire enquêteur.....	22
<b>5 - Conclusion et propositions de l'inspection.....</b>	<b>24</b>

## 1 - Objet de la demande

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation unique prévue par l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014.

Cette demande d'autorisation unique vaut :

- demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- demande de permis de construire au titre du code de l'urbanisme ;
- demande d'autorisation d'exploiter au titre du code de l'énergie.

### Contexte réglementaire hors ICPE

Indépendant des pièces exigibles dans le cadre de l'autorisation d'exploiter une ICPE :

- la lettre de demande d'autorisation unique doit préciser :
  - l'identité de l'architecte auteur du projet, sauf dans les cas prévus à l'article R.\* 431-2 du code de l'urbanisme et si les travaux nécessitent des démolitions soumises à permis de démolir ;
  - la destination des constructions, par référence aux différentes destinations définies à l'article R.\* 123-9 du code de l'urbanisme ;
  - la surface de plancher des constructions projetées, s'il y a lieu répartie selon les différentes destinations définies à l'article R.\* 123-9 du code de l'urbanisme ;
- le dossier accompagnant la demande d'autorisation unique doit comporter :
  - le projet architectural mentionné au b de l'article R.\* 431-7 du code de l'urbanisme ;
  - la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions, prévue au h de l'article R.\* 431-5 du code de l'urbanisme, par commune concernée ;
- l'étude d'impact doit préciser les caractéristiques du parc éolien, notamment sa capacité de production, les techniques utilisées, ses rendements énergétiques et les durées prévues de fonctionnement ;
- l'étude de dangers doit comporter les éléments justifiant de la conformité des liaisons électriques intérieures avec la réglementation technique en vigueur.

### Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur de mât est supérieure ou égale à 50 m.	A	6 aérogénérateurs de type NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 3,6 MW, d'une hauteur de mât de 104 m, d'un rotor de diamètre 117 m (hauteur totale en bout de pale de 164 m) 1 aérogénérateur de type NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 3,6 MW, d'une hauteur de mât de 91 m, d'un rotor de diamètre 117 m (hauteur totale en bout de pale de 149 m) 1 poste de livraison

A : installation soumise à autorisation

### **Le demandeur**

La société de la Ferme Eolienne les Terres Chaudes, dont le siège social est situé 20, avenue de la Paix, 67000 STRASBOURG, est une filiale à 100 % de la société VOLKSWIND GmbH, elle-même filiale du groupe Suisse AXPO.

Le groupe AXPO est spécialisé dans la production et la distribution de l'électricité, dans plus de 20 pays en Europe. Son siège social est situé Parkstrasse 23, 5400 Baden, en Suisse. Le groupe compte environ 4 000 salariés.

Sa filiale VOLKSWIND GmbH est spécialisée dans le développement de projets éoliens ainsi que dans la maîtrise d'œuvre et l'exploitation de parcs. Le siège social de la société VOLKSWIND GmbH est situé 45 rue du Cardinal Lemoine, à Paris (75 005). L'entité VOLKSWIND FRANCE compte 35 salariés, répartis sur 5 antennes régionales (Paris, Tours, Limoges, Amiens et Montpellier).

Le capital de la société de la Ferme Eolienne les Terres Chaudes est de 20 000 €. Le chiffre d'affaires de la société VOLKSWIND GmbH, dont dépend la société VOLKSWIND FRANCE, a atteint environ 51 millions d'euros au titre de l'année 2015, avec un résultat opérationnel de 26,26 millions d'euros, soit 51 % du chiffre d'affaires. Pour la même année, son taux de capitaux propres est supérieur à 30 %.

À ce jour, la société VOLKSWIND FRANCE gère un actif de 32 parcs éoliens en activité, représentant une puissance installée de 145 MW. Par ailleurs, 498 MW sont en cours de développement sur le territoire français et développe environ 3 020 MW de projets éoliens terrestres et offshore, en cours d'instruction ou de développement.

La société de la Ferme Eolienne les Terres Chaudes n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs prévoient d'être implantés, mais le pétitionnaire a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

### **Description de l'établissement**

#### L'installation

L'installation se compose de :

- 6 aérogénérateurs de type NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 3,6 MW, d'une hauteur de mât de 104 m, d'un rotor de diamètre 117 m (hauteur totale en bout de pale de 164 m) ;
- 1 aérogénérateur de type NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 3,6 MW, d'une hauteur de mât de 91 m, d'un rotor de diamètre 117 m (hauteur totale en bout de pale de 149 m) ;
- 1 poste de livraison, implanté à proximité de l'aérogénérateur n°4.

Le parc éolien, d'une puissance totale de 25,2 MW, permettra la production annuelle estimée de 67 GWh/an ou 60 GW/h/an d'électricité, en tenant compte du bridage des machines . Sous réserve de l'accord d'ERDF et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source de BEAUNE-LA-ROLANDE situé à 7 km. Le parc pourra, le cas échéant, être raccordé au poste de VILLEMANDEUR, situé à une quinzaine de kilomètres. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

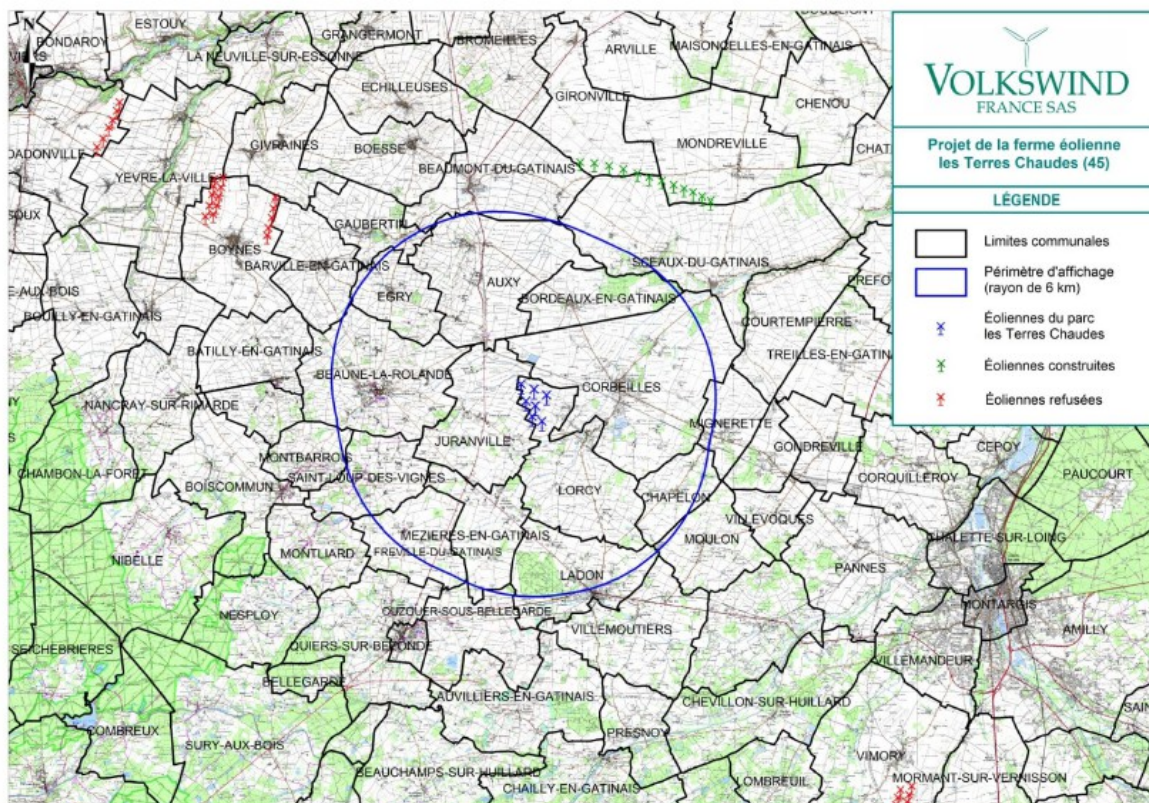
Les mâts de chaque éolienne seront fixés au sol par une lourde semelle en béton, fondation qui assurera l'ancrage et la stabilité des aérogénérateurs. Au pied de chaque éolienne se trouvera une plate-forme de grutage permanente. Une piste d'accès à créer permettra de rejoindre les machines et de circuler sur le site. Le poste de livraison sera entouré d'une aire de stationnement.

La surface réelle d'emprise du projet est de 22 160 m<sup>2</sup>, correspondant à la consommation des espaces agricoles. Elle concerne les plates-formes permanentes des éoliennes, la surface

empierreée au pied des éoliennes, le poste de livraison, son le parking, les virages et les chemins d'accès aux éoliennes à créer.

### L'implantation

L'aire d'étude du présent projet de parc est située au Nord-Ouest du département du Loiret, sur le territoire de la commune de LORCY, à une dizaine de kilomètres au Nord-Ouest de MONTARGIS.



Cette aire se situe dans l'unité paysagère du Gâtinais Ouest, au Nord-Est du massif orléanais et au Nord du Gâtinais Sud-Ouest. Cette unité se caractérise par un plateau agricole ouvert, parsemé de villages plus ou moins importants. L'étude paysagère mentionne toutefois la présence de nombreux petits boisements, traduisant la présence du chevelu hydrographique local.

Ce projet est implanté sur le territoire n° 1 « Montargois - Gâtinais » des communes identifiées comme favorables au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n° 12.120 du 28 juin 2012.

Ainsi, pour la zone favorable n° 1, le Schéma Régional Éolien recommande :

- un aménagement concerté du développement éolien ;
- de développer des parcs denses ;
- d'empêcher une multitude de projets conçus sans concertation ni vision d'ensemble ;
- des parcs orientés Nord-Sud, suivant massivement l'axe de l'A 77 ;
- des parcs orientés Est-Ouest, à l'image du parc éolien de Sceaux-du-Gâtinais, et s'étirant le long de l'A 19.

Le projet de la Ferme éolienne les Terres Chaudes est situé au Sud-Ouest et perpendiculairement au parc éolien du Gâtinais (cf. plan ci-dessus).

Le parc est implanté à environ 1,5 km au Nord-Ouest du bourg de la commune de LORCY.



- La Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (type I) du Marais de MIGNERETTE et de la Mare de JARIAUX, située à environ 6,3 km à l'Est du projet ;
- La Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (type I) de l'Étang des Hautes Soeurs, située à environ 8,3 km au Sud du projet ;
- La Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (type II) du Massif Forestier d'ORLEANS, située à environ 9,4 km à l'Ouest du projet (quart sud-Ouest du projet).

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent et le mouvement des pales) en énergie électrique.

### Cadre administratif de l'instruction

6



depuis leur inscription au régime des ICPE en application du décret n°2011-984 modifiant la nomenclature des ICPE.

Cette procédure fait toutefois l'objet de quelques aménagements, en application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

La société de la Ferme Eolienne les Terres Chaudes s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation unique, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés ministériels précités. De même, le pétitionnaire doit garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme.

### ***Contraintes d'implantation***

Les 7 aérogénérateurs et le poste de livraison sont implantés sur les parcelles ZS5, ZS6, ZS9, ZS16, ZS19, ZV4 et ZV7 de la commune de LORCY. Celle-ci n'est dotée d'aucun document d'urbanisme. C'est donc le règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'applique.

En application de l'article L. 111-4 du code de l'urbanisme, les constructions et installations nécessaires à des équipements d'intérêt collectifs, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, sont autorisées en dehors des parties actuellement urbanisées. Le parc éolien est situé en zone agricole (zone A), zone compatible avec le développement de l'éolien. Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées.

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- A plus de 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. La construction la plus proche de l'installation (lieu-dit « Les Delouches ») est située à 630 m de l'aérogénérateur n° 7 (selon l'étude d'impact acoustique).
- A plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à la directive Seveso. L'ICPE la plus proche de l'installation, le stockage d'hydrocarbure de BEAUNE-LA-ROLANDE, classé seveso seuil haut, à une distance approximative de 7 kilomètres.
- A plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens.

## **2 - Procédure d'instruction**

### **Accords et avis consultatifs obligatoires**

En application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, la présente demande :

- bénéficie de l'accord de :
  - la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 6 octobre 2016 ;
  - la Défense Aérienne et des Opérations Aériennes de l'Armée de l'Air en date du 17 novembre 2016, avec la réserve suivante (prise en compte à l'article 3.2 du projet d'arrêté joint au présent rapport) :

Chaque éolienne doit être équipée d'un balisage nocturne, en application de l'arrêté du 25 juillet 1990, relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, conformément aux spécifications de l'arrêté du 13 novembre 2009 modifié, relatif à la réalisation du balisage des éoliennes en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques.

### **Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 24 janvier 2017 un avis sur le dossier de demande d'autorisation unique. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

L'autorité environnementale précise en conclusion que :

- *« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement ».*
- *« Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés ».*
- *« Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »*

Cette conclusion s'appuie sur les enjeux identifiés suivants :

1 : concernant l'impact du projet sur la biodiversité :

Des enjeux en termes :

- de flore et de milieux naturels considérés comme faibles, la zone d'implantation potentielle étant quasi-exclusivement occupée par des grandes cultures. Aucune espèce végétale patrimoniale n'a été inventoriée ;
- d'avifaune, avec un cortège d'espèces recensées présentant des enjeux globalement modérés ;
- de chiroptères, avec une activité enregistrée faible à très faible au sein des grandes cultures et se concentrant au niveau des rares haies et lisières (chasse). L'enjeu est considéré comme modéré pour ce groupe d'espèces ;



2 : concernant l'impact du projet sur le paysage et le patrimoine historique :

L'étude d'impact comporte des analyses de visibilité sur la base de cartographies et de photomontages depuis différents points de vue qui permettent d'apprécier les incidences paysagères de l'implantation du parc. L'étude signale ainsi l'existence d'une co-visibilité du projet avec l'église de Juranville, dont l'impact est toutefois réduit par la diminution du gabarit de l'éolienne E1 par rapport aux autres éoliennes du projet (hauteur en bout de pale du projet de 149 m contre 164 m).

Compte tenu du faible nombre de machines à proximité du projet, les risques de saturation visuelle et d'encerclement peuvent être considérés comme inexistantes.

Les effets d'écrasement sont traités dans le dossier lors de l'analyse de certains photomontages dans le volet paysager.

3 : concernant l'impact sonore du projet :

Il est mis en évidence des risques de dépassement ponctuel des émergences réglementaires, fixées par l'arrêté du 26 août 2011 sur les zones à émergences réglementées, en quatre points, de nuit, sous certaines conditions de vent.

Il a donc été défini, à bon escient, un plan de gestion du fonctionnement (plan de bridage) qui permet le respect de la réglementation en termes d'émergences et de bruit ambiant .

### ***Déroulé de l'enquête publique***

L'enquête publique prescrite par arrêté du 16 janvier 2017 s'est déroulée du 10 février au 13 mars inclus.

L'enquête publique a concerné les vingt communes suivantes :

- sur le département du Loiret : Auxy, Barville-en-Gâtinais, Beaune-La-Rolande, Bordeaux-en-Gâtinais, Chapelon, Corbeilles, Egry, Fréville-du-Gâtinais, Gaubertin, Juranville, Ladon, **Lorcy**, Mézières-en-Gâtinais, Mignerette, Montbarrois, Moulon, Ouzouer-sous-Bellegarde, Saint-Loup-des-Vignes, Sceaux-en-Gâtinais ;
- sur le département de la Seine-et-Marne : Beaumont-du-Gâtinais.

Dans le cadre de cette enquête publique, 304 observations ont été formulées sur le projet de la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes selon les modalités suivantes :

- 55 personnes se sont déplacées pour émettre ou remettre un avis dans les registres tenus à leur disposition.
  - 59 observations ont été rédigées sur les 3 registres de la commune de Lorcy ;
  - 53 observations ont été rédigées sur les 3 registres de la commune de Beaune-La-Rolande ;
  - 27 observations ont été déposées sur le registre de la préfecture ;
  - 12 personnes ont formulé des observations orales ;
  - 153 observations écrites et courriers ont été collectés et annexés au 7 registres, dont une vingtaine de ces courriers présentaient une même rédaction type.
- 133 observations (avec de potentiels doublons et certaines réserves) sont favorables au projet, 169 observations sont défavorables (mais 173 comptabilisées par le commissaire enquêteur ou 176 lorsque l'on additionne l'ensemble des observations).

Il ressort de l'analyse des observations exprimées que les thèmes évoqués dans les avis :

- favorables portent sur : la notion d'énergie propre, d'implantation propice à la lecture des vents constatés sur la plaine, les recettes pour la commune et l'absence d'incidences notables soulevées sur la faune, les pollutions auditive, visuelle et environnementale ;

- défavorables portent sur : la proximité trop importante des éoliennes par rapport aux habitations, l'atteinte au paysage du Gâtinais ainsi que manque de cohérence par rapport aux monuments classés à proximité notamment le clocher de Juranville, l'implantation du parc éolien dans une zone migratoire avifaune, le bruit généré par les éoliennes, le bridage des aérogénérateurs, la dévaluation de l'immobilier, la fragilisation des infrastructures du secteur pour apporter le matériel (mat, pâles, etc...), la qualité des émissions – réceptions des ondes hertziennes et électromagnétiques, le démantèlement des installations en fin de vie et le manque de communication du porteur du projet.

### **Suites de l'enquête publique**

Le commissaire enquêteur a établi un procès-verbal de synthèse des observations recueillies, complété par ses propres interrogations. Ce document a été remis par le commissaire enquêteur au représentant du pétitionnaire, le 24 mars 2017.

### **Réponses apportées par le pétitionnaire**

Suite aux observations et interrogations exprimées par le public et contenues dans le registre d'enquête publique, le pétitionnaire a transmis un mémoire de réponse le 8 avril 2017 au commissaire enquêteur.

Les éléments de réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du pétitionnaire
Distance entre le parc éolien et les habitations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations d'éoliennes (éloignement d'une distance minimale de 500 mètres de toute construction à usage d'habitation) ;</li> <li>- Précisions relatives aux avancées technologiques réalisées depuis 2011 (date de publication de l'AM) qui permettent aux constructeurs d'aérogénérateurs de proposer des machines plus puissantes, avec un mât et un rotor plus grand, et moins bruyantes ;</li> <li>- Précisions quant à la majoration de la production électrique corrélée à la hauteur de la nacelle (1 % par mètre supplémentaire de hauteur de nacelle) ;</li> <li>- Démonstration que les distances d'éloignement, appliquées dans les autres pays, avancées par le public et le commissaire enquêteur sont fausses.</li> </ul>
Le paysage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de relation de cause à effet entre la hauteur des éoliennes et l'acceptation locale ;</li> <li>- Présence de l'autoroute A 19, de la voie ferrée et de la ligne haute électrique tension structurant un paysage permettant d'intégrer le parc éolien ;</li> <li>- Présentation d'une attestation, signée par le Maire de la commune de QUESNOY-SUR-AIRAINES, précisant que la présence d'éoliennes n'impactent pas l'attrait des territoires, donc du prix des biens immobiliers ;</li> <li>- Rappel que le SCoT du Montgoyois a été publié en octobre 2014, soit plus de deux ans après la publication du Schéma Régional Eolien.</li> </ul>
La faune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Justification de la qualification du cabinet d'études ;</li> <li>- justification de la période et des itinéraires d'inventaires ;</li> <li>- Présentation d'éléments établis par des fédérations de chasse montrant l'absence d'impact des éoliennes sur la grande faune.</li> </ul>
La mortalité des oiseaux et des chiroptères	<p>1 – Oiseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Regret de n'avoir pu avoir accès à une copie des registres de l'enquête publique de manière à avoir plus de précision sur les oiseaux migrateurs cités dans les avis ;</li> <li>- Rappel que l'étude conclut à un enjeu assez fort pour les oiseaux, avec prise de mesures afin de palier à l'impact de l'implantation des éoliennes ;</li> <li>- Rappel que le parc éolien sera implanté en marge du couloir de migration de la Grue cendrée (données Ligue pour la Protection des oiseaux) ;</li> </ul> <p>2 – Chiroptères :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel du complément versé au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter ;</li> <li>- Rappel d'une activité jugée faible par rapport à la région.</li> </ul>
La hauteur des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel que le pétitionnaire a abaissé la taille des éoliennes (de 180 m à 164 m) après avoir entendu les craintes de la municipalité et des riverains ;</li> <li>- Rappel que l'étude de danger identifie les potentiels de dangers liés aux éoliennes et à leur fonctionnement (projection de glace, etc..).</li> </ul>

Observations du public	Réponses du pétitionnaire
Le bruit des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel que selon l'ARS, l'étude acoustique a été réalisée dans les règles de l'art ;</li> <li>- Rappel que 2 points de mesure n'ont pu être exploités en continu suite aux refus des personnes habitants en ces lieux (application de mesures compensatoires) ;</li> <li>- Précisions concernant la prise de son et justification de ces mesures en hiver (engins agricoles très actifs en été, végétation l'été, etc..) ;</li> <li>- Rappel qu'une mesure de la situation acoustique du parc sera réalisée dans les six mois suivant la réception des éoliennes ;</li> <li>- Précision quant à la perte de production liée au plan de bridage (-2%).</li> </ul>
L'accès au parc (CUMA et chemins)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel que les réseaux, pour être protégés, doivent être déclarés pour être accessibles et consultables sur le site internet « réseaux et canalisations » ;</li> <li>- Précisions relatives au dimensionnement et au renforcement des chemins ;</li> <li>- Annonce d'une phase de concertation à mener avec le responsable du plan d'épandage de la sucrerie de CRISTAL UNION ;</li> <li>- Engagement du pétitionnaire à réparer toute conduite détériorée par les travaux ;</li> <li>- Rappel que l'absence de convention entre la société et la commune pour l'utilisation des chemins communaux n'empêche pas le passage de la société sur ces chemins ;</li> <li>- Rappel que le pétitionnaire deviendra membre de l'Association Foncière de Remembrement.</li> </ul>
Capital et investissement	- Rappel que le montant du capital d'une société n'a aucun lien direct avec le montant des investissements qu'elle peut réaliser.
Recettes des collectivités	- Trois impôts s'imposent à l'éolien : la Contribution Economique Territoriale destinée à la Communauté de communes et du Département, l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux destinée à la Communauté de communes et du Département et la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties destinée à la Commune.
Infrasons et atteinte à la santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel des conclusions de l'étude de l'ANSES (infrasons) ;</li> <li>- Rappel des conclusions de l'Académie de médecine (effets stroboscopiques et projection d'ombre).</li> </ul>
Démontage des éoliennes	- Rappel des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et du décret n°2011-958 du 23 août 2011 encadrant le démantèlement des parcs éoliens.
Dévaluation de l'immobilier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel que les études montrent l'absence d'impact des éoliennes sur le prix de l'immobilier ;</li> <li>- Le prix de l'immobilier évolue à la lecture des services offerts, ce que les taxes et revenus générés par le parc permettra de développer.</li> </ul>
Rendement	- Précisions sur le facteur de charge et la vitesse des vents.
Centrales de substitution	- La part de l'énergie éolienne contribue à la diminution du taux de recours au parc thermique.
Monuments classés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel de la prise en compte du site archéologique ;</li> <li>- Précision concernant le régime de l'église de Juranville (église inscrite et non classée).</li> </ul>
Ondes hertziennes et électromagnétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel de l'obligation de rétablir la réception télévisuelle ;</li> <li>- Fourniture d'une attestation soulignant l'absence d'impact des éoliennes sur les GPS agricole.</li> </ul>
Pollution	- Rappel de la présence d'une étude de danger dans la demande d'exploiter présentant l'ensemble des mesures prévues.
Concertation et stratégie d'entreprise	- Rappel de la position de la Mairie refusant tout échange ;

### **Avis du commissaire enquêteur**

#### Sur le plan du déroulé de l'enquête publique :

- Le commissaire enquêteur atteste que les mesures prévues par la réglementation en matière de publicité de l'enquête publique dans la presse et d'affichage dans les mairies des communes concernées par l'enquête publique et sur le lieu d'implantation du projet ont été respectées.
- « *L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les formalités afférentes à celle-ci ont été conformes à la législation en vigueur tant pour l'affichage que pour la tenue des registres.* »

Sur le plan de la qualité du dossier remis :

- Le commissaire enquêteur constate que le dossier mis à disposition du public est de qualité inégale et mentionne qu'il a souhaité que soit ajouté un plan de repérage des éventuels accès au parc éolien.

Dans son rapport de conclusions et d'avis établi le 29 avril 2017, complété le 25 mai 2017 à la demande du Tribunal Administratif, le commissaire enquêteur :

- concernant l'implantation du futur parc éolien, *« suggère que les éoliennes situées à moins de 1 000 mètres des habitations ne soient pas montées »* ;
- concernant les émissions d'infrasons, *« propose d'appliquer momentanément un périmètre de protection des habitations de 1 000 mètres comme cela est fait dans plusieurs pays européens au titre du principe de précaution sanitaire »* ;
- concernant le bruit généré par les éoliennes et les mesures d'évitement associées, *« propose de ne pas installer les éoliennes qui devront être bridées (E02, E03, E05, E06, E07) »* ;
- concernant l'avifaune et la faune, *« évalue un enjeu très fort dans les trois cas : espèces rares oiseaux, oiseaux migrateurs et chauve-souris »* ;
- concernant le capital de la société et le montant des garanties financières relatives aux démontages des éoliennes, *« évalue à 200 000 euros minimum, le montant de la caution à déposer pour chaque éolienne installée »* ;
- concernant le préjudice immobilier, *« demande à la société VOLKSWIND d'indemniser chaque propriétaire, lors de la vente de son bien et subissant une dévaluation liée à la présence des éoliennes du parc des Terres Chaudes. L'indemnisation sera égale au montant de la dévaluation »*.

Il prend acte concernant les canalisations traversant les chemins devant être utilisés pour l'acheminement des éoliennes, de l'engagement de la société VOLKSWIND de réparer *« toute conduite détériorée par la société, même si les textes précisent qu'un réseau privé non déclaré et endommagé par un tiers durant les travaux ne sont pas à sa charge »*.

**En conclusion, le commissaire enquêteur émet :**

- ***« un avis favorable avec trois réserves pour les éoliennes E01 et E04 sur la demande d'autorisation unique relative à une demande d'exploiter la Ferme éolienne des Terres Chaudes sur le territoire de la commune de LORCY :***

***Réserve n°1 : « Pendant toute la durée où les éoliennes seront montées, il est impératif que la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes de LORCY soit contrainte et mise en demeure d'indemniser les propriétaires qui vendraient leur bien immobilier dans un rayon au minimum de 2 km pour compenser la dévaluation du bien, suite à la présence des éoliennes. Cette obligation devra perdurer jusqu'au démontage des éoliennes ».***

***Réserve n°2 : « La provision pour le démantèlement de chaque éolienne sera de 200 000 euros minimum ».***

***Réserve n°3 : « La société VOLKSWIND devra mettre en place une installation permanente de la mesure des infrasons telle que prévue par le rapport de l'ANSES , en date du 30 mars 2017 ».***

- ***« un avis défavorable pour les éoliennes E02, E03, E05, E06 et E07 sur la demande d'Autorisation unique relative à une demande d'exploiter la Ferme éolienne des Terres Chaudes sur le territoire de la commune de LORCY, principalement pour quatre raisons :***

***n°1 : « Le Schéma Régional Eolien admet que les territoires des communes ne sont pas pour autant identifiés comme favorables au développement de l'éolien dans leur totalité. En conséquence, la densité de l'habitat justifie de prolonger jusqu'à 1 000 m la distance de protection et d'éliminer les***

**éoliennes proches des habitations : E02 à 900 m, E03 à 600m, E05 à 800m, E06 à 750m et E07 à 550m ».**

***n°2 : « Compte tenu du potentiel d'énergie éolienne, évalué à 250 MW pour la Zone Montargois-Gâtinais, avec une forte densité de la population rurale et de très nombreux villages, il est indispensable que chaque éolienne installée puisse fournir sa puissance maximum en permanence ce qui conduit à éliminer du projet ces 5 éoliennes pour cause de bridage ».***

***n°3 : « Le rapport de l'ANSES, du 30 mars 2017, au sujet des infrasons, confirme que des effets physiologiques ont été mis en évidence chez l'animal et qu'il reste à les démontrer chez l'homme. Il y a lieu de retenir une distance, sans habitation, de 1 000 à 1 500 m au titre du principe de précaution avant qu'il ne soit trop tard pour la santé des riverains ».***

***n°4 : « Le positionnement de ces éoliennes n'est pas conforme aux grandes options d'aménagement envisagées par le SRE. Elles ne sont ni parallèles à l'A19, ni orientées Est-Ouest ».***

### **Avis des conseils municipaux**

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 km ont été consultées. Sur les douze (sur vingt) conseils municipaux ayant délibéré sur le projet :

- Auxy (délibération du 23 mars 2017) a émis un avis défavorable (11 contre, 1 abstention), invoquant :
  - une implantation trop proche des habitations ;
  - une atteinte aux paysages, au patrimoine et à la qualité de vie des riverains ;
  - un effet négatif sur les valeurs foncières et immobilières.
- Beaune-La-Rolande (délibération du 1<sup>er</sup> mars 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité), invoquant :
  - une atteinte aux paysages et au patrimoine ;
  - un effet négatif sur les valeurs foncières et immobilières ;
  - une incertitude quant à la responsabilité financière des communes en cas de défaut de l'exploitant lors des opérations de démantèlement ;
  - les effets négatifs sur la santé, liés au bruit des éoliennes.
- Corbeilles (délibération du 16 février 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité), invoquant un effet potentiellement négatif pouvant impacter la construction de logements et ainsi fragiliser à terme les services et le commerce.
- Juranville (délibération du 24 février 2017) a émis un avis défavorable (9 contre, 1 pour, 1 abstention), invoquant :
  - une implantation trop proche des habitations ;
  - une atteinte aux paysages, au patrimoine et à la qualité de vie des riverains ;
  - un effet négatif sur les valeurs foncières et immobilières ;
  - la réduction de l'assiette fiscale communale qui résultera de la dépréciation de l'environnement et de l'immobilier ;
  - une incertitude quant à la responsabilité financière des communes en cas de défaut de l'exploitant lors des opérations de démantèlement ;
  - l'absence totale de justification d'ordre écologique, économique ou sociale ;
  - le fait que l'énergie éolienne ne fournit de façon intermittente que 3,9 % de la production nationale.
- Ladon (délibération du 23 mars 2017) a émis un avis défavorable (8 contre, 3 pour, 2 abstentions).
- Lorcy (délibération du 28 mars 2017) a émis un avis défavorable, invoquant :
  - l'opposition des élus au schéma régional éolien ;

- l'absence de concertation entre le porteur de projet et les élus ;
- l'absence de concertation entre le porteur de projet et l'AFR de Lorcy et la CUMA locale.
- Mignerette (délibération du 20 février 2017) a émis un avis défavorable.
- Montbarrois (délibération du 17 janvier 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité).
- Ouzouer-sous-Bellegarde (délibération du 24 février 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité), invoquant :
  - une atteinte aux paysages, au patrimoine et à la qualité de vie des riverains ;
  - les effets négatifs sur la santé, liés au bruit des éoliennes et aux lumières clignotantes.
- Saint-Loup-des-Vignes (délibération du 27 février 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité).
- Sceaux-en-Gâtinais (délibération du 3 mars 2017) a émis un avis défavorable (à l'unanimité), invoquant l'absence de concertation entre le porteur de projet et les élus.
- Beaumont-du-Gâtinais (délibération du 30 mars 2017) a émis un avis favorable (11 pour, 1 abstention),
- Fréville-du-Gâtinais (délibération du 27 janvier 2017) a émis un avis favorable (10 pour, 1 contre), considérant que :
  - le faible impact de la ferme éolienne sur le bourg et les premières habitations de la commune ;
  - l'implantation d'éoliennes contribue à réduire le dégagement de gaz à effet de serre ;
  - l'impact visuel d'une éolienne est plus en harmonie avec le paysage qu'un pylône électrique à très haute tension.

En conséquence, une majorité (11 sur 20 communes consultées) des conseils municipaux des communes consultées est défavorable au présent projet éolien.

#### ***Avis des services consultés***

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'État autres que ceux détaillés ci-dessous.

#### Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Territoriale de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)

Ce service n'a pas émis d'avis. Cet avis est donc réputé favorable sans réserve.

#### Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Régional de l'Archéologie

Ce service n'a pas émis d'avis.

Toutefois, par courrier du 29 août 2016, le Service Régional de l'Archéologie de la DRAC indique au demandeur qu'un site renfermant des vestiges de construction non datés est recensé dans la zone d'étude du projet, au lieu-dit « L'Orme à la Grue ». En conséquence, l'exécution des prescriptions relatives aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive est un préalable à la réalisation des travaux.

Cet avis est donc réputé favorable sous réserve que le résultat des fouilles ne conduisent pas à la prescription de la conservation totale ou partielle du site.

#### Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Délégation territoriale du Loiret

Par courrier du 28 octobre 2016, l'ARS Centre-Val de Loire a émis un avis favorable au présent projet, sous réserve (prise en compte à l'article 2.6 du projet d'arrêté joint au présent rapport) que le pétitionnaire réalise une nouvelle campagne de mesures acoustiques après implantation des éoliennes afin de vérifier le respect des émergences réglementaires.

#### Services dont la consultation a été proposée par les services instructeurs

Avis favorables :

- du Conseil Départemental le 21 février 2017,
- du Service Départemental d'Incendie et de secours le 13 janvier 2017,
- du Réseau de Transport d'Électricité le 17 janvier 2017.

Avis défavorables :

- de la communauté de communes du Pithiverais Gâtinais (délibération du 10 mars 2017).

Les autres services consultés n'ont pas émis d'avis.

### **3 - Mesures prises pour préserver l'environnement du site**

#### ***Impacts sur l'air***

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités et liés à la phase de travaux, et concernent :

- L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;
- L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

#### ***Impacts sur les eaux superficielles***

Concernant les eaux de surface, le site est positionné dans le bassin versant du Fusain. Le cours d'eau pérenne le plus proche est la Rolande, un affluent du Maurepas puis du Fusain, qui s'écoule à 500 m des machines n° E01, E02 et E03. Ce cours d'eau présente de forts étiages en période estivale (assèchement constaté). L'irrigation des parcelles cultivées explique pour partie cette situation. Son état écologique et biologique est moyen, son état physico-chimique est médiocre. Les objectifs environnement, dont l'échéance est fixée à 2021, risque de ne pas être atteints. Cette situation s'explique par les pollutions diffuses, les obstacles aux écoulements et l'hydrologie.

Cette commune est située administrativement dans le bassin Seine-Normandie.

Les seules pollutions accidentelles pouvant avoir lieu lors de la phase d'exploitation sont liées aux opérations de maintenance, la probabilité d'un tel événement étant relativement faible. Par ailleurs, le mât est conçu de manière étanche, afin de garantir que tous les fluides nécessaires au fonctionnement des machines restent confinés. Enfin, la base de la tour constitue une cuvette de rétention facilitant la récupération du produit par une société spécialisée.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction. En plus des dispositions réglementaires nationales, le demandeur s'est engagé à :

- ne pas réaliser de travaux de terrassement lors de forte pluie, de manière à limiter le ruissellement sur de large surfaces mises à nu (construction et déconstruction) ;
- interdire l'entretien des camions et engins de chantier sur site (vidange, lavage).

L'impact du projet sur les eaux superficielles est donc négligeable.

#### ***Impacts sur les eaux souterraines***

Concernant les eaux souterraines, le projet se situe dans le système aquifère de la nappe de Beauce, qui correspond à une superposition de couches renfermant des nappes d'eau souterraines. Ce territoire est caractérisé par des formations datant du Cénozoïque de l'Eocène au Miocène. Ces dernières correspondent aux sables et argiles de Sologne du Burdigalien, aux marnes de l'Orléanais du Burdigalien, et aux calcaires de Beauce. Les calcaires de Beauce regroupent le calcaire de Pithiviers, la molasse du Gâtinais et le calcaire d'Étampes. La nappe est libre et s'écoule vers le Val de Loire.



Le périmètre d'implantation du projet n'est pas situé dans un périmètre de captage d'eau potable.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eau sur le site aussi bien en phase travaux qu'en phase d'exploitation.

### ***Impacts sur les sols et le sous-sol***

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

Pendant la phase de fonctionnement, les parcs ne sont pas de nature à entraîner une pollution des sols et des sous-sols, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, sauf si leurs propriétaires souhaitent le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de la cessation de l'activité.

En complément des dispositions réglementaires nationales, le demandeur s'est engagé à respecter les dispositions suivantes :

- Les caractéristiques des fondations seront précisées suite à une expertise géotechnique de chaque emplacement permettant d'apprécier la capacité des terrains à supporter l'ancrage des machines.
- Les aires d'accès provisoires seront couvertes d'un géotextile, empierrées par du concassé, retirés en fin de chantier, incluant la remise à l'état naturel du sol.
- Les impacts sur le sol seront limités en réutilisant au maximum les chemins d'exploitation existants ou les chemins créés dans le cadre du projet.
- Les travaux seront réalisés hors période intense de pluie pour éviter la formation d'ornières et limiter le tassement du sol.

### ***Impacts liés aux déchets***

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement lors des opérations de maintenance.

En phase de démantèlement, les principaux déchets sont des déchets métalliques et plastiques, ainsi que des huiles usagées.

L'ensemble de ces déchets seront évacués du site pour être envoyés vers des centres de traitement autorisés.

### ***Impacts liés au bruit***

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'environnement bâti. 6 points de mesure et 2 prélèvements d'une heure ont été implantés près des habitations les plus proches afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par EREA Ingénierie en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines. L'analyse des émergences globales fait apparaître un risque de dépassement des seuils réglementaires au droit des hameaux des Fays et des Delouches, au droit du lieu-dit Bois Bouchet, et de la commune de Juranville en période de nuit, pour les vitesses de vent comprises entre 5 et 7 m/s à 10 m du sol.

L'étude conclut que le parc éolien respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et les niveaux sonores maximums admissibles :

- de jour, indépendamment du régime de vents ;
- de nuit, sous réserve de mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage, partiel ou complet, des machines E02, E03, E05, E06 et E07 et sous certaines conditions de vents.

Le demandeur s'engage à :

- « mettre en place un bridage de son installation la nuit, lorsque les conditions de vents l'imposent, afin de réduire son impact acoustique et la rendre compatible avec les seuils réglementaires ;
- réaliser des mesures acoustiques à la réception du parc afin de vérifier l'efficacité du bridage ;
- modifier les conditions de bridage de l'installation dans l'hypothèse où les mesures effectuées à réception du parc l'imposeraient ».

### ***Impacts liés aux vibrations***

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

### ***Impacts liés aux ondes électromagnétiques***

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

### ***Impacts liés aux effets stroboscopiques***

Le phénomène de battement d'ombre, qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est bas et le ciel dégagé, est très ponctuel.

Les distances d'éloignement par rapport aux premières habitations garantissent l'absence d'effets pour les populations.

Par ailleurs, aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres.

### ***Impacts sur le paysage et le patrimoine***

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à l'atelier d'études Epycart. Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à arbitrer entre 2 variantes de configurations de positionnement des aérogénérateurs. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base d'un bilan des impacts paysagers (avantages et inconvénients), les raisons pour lesquelles le premier scénario d'implantation et de configuration a été évincé.

Selon le pétitionnaire, le projet de la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes « s'implante dans un paysage de plateau agricole ouvert aux perspectives horizontales et larges. Ce type de paysage est adapté à la mise en place d'un parc éolien et le plateau du Gâtinais Ouest

*présente l'avantage d'une présence non nulle de masses boisées qui structurent le paysage et viennent limiter certaines vues ».*

Concernant l'impact depuis les zones d'habitat :

*Sur la base des photomontages, l'étude affirme qu'une « diminution de la taille des éoliennes initialement prévue, de 180 à 164 m, a été décidée, ainsi que l'évitement d'éoliennes présentes dans l'axe de la route départementale D975, axe majeur du territoire d'étude et à proximité du projet ».*

*En conséquence, selon le pétitionnaire, « le bassin visuel de la ferme éolienne des Terres Chaudes est limité au Sud-Ouest par la forêt d'Orléans, au nord-Ouest par la vallée de l'Essonne et à l'Est par la vallée du Loing. Les vues sur le parc se feront essentiellement en vue proche et semi-éloignée. Le projet éolien des Terres Chaudes permet de créer de nouveaux points d'appels paysagers dans les vues les plus dégagées et planes, notamment depuis l'autoroute A19 ».*

*« Le rapport d'échelle avec le paysage local est respecté dans la majorité des vues, seules quelques situations de surplomb léger des habitations proches ont été décelées ».*

Compte tenu du faible nombre de machines à proximité du projet, l'impact principal des éoliennes résulte principalement de leur prégnance dans l'environnement plutôt que de leur dispersion sur l'horizon. Les risques de saturation visuelle et d'encerclement peuvent être considérés comme inexistant.

Concernant les effets d'écrasement, le pétitionnaire conclut que « seules quelques situations de surplomb léger des habitations proches ont été décelées ». Toutefois, les photomontages fournis montrent une rupture d'échelle entre le projet et les constructions à proximité qui n'est pas toujours identifiée dans l'analyse. En outre, la qualification de léger surplomb apparaît peu appropriée alors que l'on constate un effet d'écrasement avéré.

Concernant les éléments patrimoniaux sensibles

L'étude prend en considération l'ensemble des enjeux patrimoniaux visés par le Schéma Régional Eolien :

- la possibilité d'impact visuel sur la forteresse d'Yèvre-le-Châtel ;
- les sites archéologiques et naturels près du Fisain, dont le site gallo-romain de Sceaux-en-Gâtinais ;
- le panorama depuis les monuments de Château-Ladon ;
- la vision du paysage éolien depuis les promontoires des « buttes-témoins » dans le secteur d'Auxy, les risques de dominance visuelle des buttes par les éoliennes, vues de la plaine ;
- la vision de l'église de Treilles-en-Gâtinais depuis l'A 19 ;
- l'église de Pannes ;
- le bourg médiéval de Boiscommun (église et fortifications) ;
- l'église et le château du duc d'Antin sur le territoire de la commune de Bellegarde ;
- la flèche de l'église de Beaune-la-Rolande.

Selon le pétitionnaire, la zone potentielle du projet n'entre pas en co-visibilité directe avec les buttes témoins dans le secteur d'Auxy. Les autres enjeux identifiés ont été pris en compte et l'impact du parc a été évalué. Il en ressort un impact visuel non nul depuis le site archéologique de Sceaux-en-Gâtinais, mais minimisé par l'impact du parc construit du Gâtinais. L'impact en co-visibilité avec l'église de Pannes est très faible l'hiver et inexistant dès la reprise de la phase végétative des arbres de haute tige. Les impacts sur les enjeux patrimoniaux majeurs de Bellegarde, Yèvre-le-Châtel et Château-Ladon sont nuls.

L'étude conclut que le nombre d'aérogénérateurs, leurs caractéristiques techniques et l'implantation retenue permettent de maîtriser les impacts visuels du projet sur le paysage, l'habitat et le patrimoine.

Au-delà du choix de la configuration du parc et des caractéristiques des machines, afin de réduire l'impact paysager du projet, le demandeur s'engage à procéder à l'enfouissement de

l'ensemble des lignes électriques de raccordement et optimiser l'intégration des postes de livraison en utilisant un revêtement de type bardage en bois de couleur adapté au contexte local.

### **Impacts sur la faune**

La réalisation de l'étude faune et flore a été externalisée au cabinet ADEV-Environnement.

Cette étude met en évidence que :

- La végétation implantée autour du projet ne relèvent pas d'un statut patrimonial particulier.
- La zone d'implantation potentielle présente un intérêt avifaunistique assez fort. La diversité spécifique des oiseaux nicheurs au sein de la zone d'implantation du projet et de l'analyse de l'état initial est relativement élevée. En ce qui concerne les espèces ayant un niveau de vulnérabilité élevé vis-à-vis des éoliennes, certaines ont montré des indices de nidification au niveau de la zone d'implantation potentielle et semblent particulièrement sensibles (Busard cendré, Busard Saint-Martin, Vanneau Huppé, Faucon Crécelle et Oedicnème criard). Concernant les couloirs de migration, les oiseaux semblent migrer sur un front large. Par ailleurs, la topographie des lieux n'induit pas de concentration particulière des vols. Le pétitionnaire souligne un niveau de vulnérabilité fort concernant le Busard des roseaux et assez fort concernant le Vanneau Huppé et la Grue cendrée.
- La diversité chiroptérologique autour du projet est assez forte (15 espèces). L'évaluation de la vulnérabilité des espèces vis-à-vis du projet met en évidence une vulnérabilité forte pour le Noctule de Leisler et une vulnérabilité assez forte concernant le Murin de Bechstein, la Noctule commune, la Pipistrelle de Nathusius et la Barbastelle d'Europe. Un flux migratoire diffus autour du projet est probable. Toutefois, le pétitionnaire souligne qu'aucun gîte n'a été trouvé dans la zone d'implantation potentielle du projet et que l'activité de chasse est assez forte au niveau des haies et des lisières et très faible au-dessus des cultures.
- L'évaluation des incidences du parc éolien des Terres Chaudes permet de conclure que *« le projet n'affecte pas de façon notable et significative les sites Natura 2000 avoisinants, compte tenu de l'état de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation de ces sites »*.

Fort de ces constats, le pétitionnaire s'engage à respecter les dispositions suivantes :

- Réaliser un audit externe visant à confirmer ou infirmer la présence des espèces cantonnées sur la zone d'emprise du chantier et dans un périmètre de 300 m autour de celle-ci. Si la présence du Busard cendré, du Busard Saint-Martin, du Faucon Crécelle, du Vanneau Huppé ou de l'Oedicnème criard était avérée, les travaux seront saisonnalisés, excluant tout début des travaux durant la période du 15 avril au 15 juillet.
- Assurer un entretien de type mécanique (fauchage, broyage, etc..) afin d'éviter l'installation d'un peuplement herbacé ou arbustif spontané, attractif notamment pour la faune, au pied des machines.
- Réaliser un suivi des populations de Busards, dont la principale menace se traduit par la destruction des nichées lors des moissons. Dans le cadre de ce suivi (4 journées de terrain par an pendant trois ans, une localisation des nids avant moissons sera réalisée pour établir, en partenariat avec les agriculteurs, des mesures de protections des nids.

Selon l'étude d'impact, aucun impact résiduel significatif ne devrait subsister après application de ces dispositions.

### **Risques accidentels liés au projet**

Au regard de l'étude accidentologique réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

### **Conditions de remise en état**

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoient que :

- Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
  1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
  2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
    - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
    - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
    - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
  3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières. Le montant initial de ces garanties financières est à calculer, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce montant s'élève à 360 532 euros TTC, selon indice TP01 et taux de TVA de janvier 2017.

Conformément à l'article R. 512-5 du code de l'environnement, le pétitionnaire précise dans sa demande d'autorisation d'exploiter les modalités des garanties financières, à savoir leur constitution avant la mise en service industrielle de l'installation comme le prévoit l'article R. 553-1 du code de l'environnement.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

### ***Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation***

Le champ d'application de l'autorisation unique regroupe plusieurs autorisations autrefois délivrées au titre de législations différentes. Si l'autorisation unique permet de déroger aux règles de procédure de chacune des autorisations contenues dans son champ d'application, les dispositions des législations en vertu desquelles elle est délivrée restent applicables.

Les prescriptions des arrêtés ministériels pris en application de ces législations sont donc applicables de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation unique se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs. Ce modèle d'arrêté est découpé en plusieurs titres correspondants aux corpus législatifs visés par le champ de l'autorisation unique.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et, d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation unique et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Article 1.3 – Les coordonnées Lambert des éoliennes garantissant :
  - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage.
- Article 2.1 – Les caractéristiques techniques des machines garantissant la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage.
- Article 2.4 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage).
- Article 2.5 – Les mesures liées aux phases de travaux (construction ou démantèlement).
- Article 2.6 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc.
- Article 2.8 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien.

### ***Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté par les services instructeurs***

Outre les prescriptions proposées par la DREAL dans les articles 2.4, 2.5 et 2.6, compte tenu des engagements de l'exploitant et des réserves émises par l'ARS, plusieurs prescriptions supplémentaires ont été ajoutées :

- par la DDT

- Article 3.1 – Réalisation d'une étude géotechnique.

- par la DREAL

- Article 2.3 – Montant des garanties financières.
- Articles 4.1 à 4.3 - Approbation d'un projet d'ouvrage au titre de l'article L. 323-11 du code de l'énergie.

#### **4 - Avis des services instructeurs**

La société Ferme Éolienne des Terres Chaudes a déposé un dossier de demande d'autorisation unique concernant un parc éolien composé de 7 aérogénérateurs et de 1 poste de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

##### **Autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire)**

Le service chargé de l'urbanisme de la DDT a émis un avis favorable sur l'aspect permis de construire.

##### **Autorisation au titre du code de l'énergie**

Le service chargé de l'énergie de la DREAL a émis un avis favorable au titre du code de l'énergie.

##### **Autorisation ICPE au titre du code de l'environnement**

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation, notamment en ce qui concerne :

- la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage).
- Les mesures de prévention liées aux phases de travaux (construction ou démantèlement).
- La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc.

##### **Examen des conclusions du commissaire enquêteur**

<b>Conclusions du commissaire enquêteur</b>	<b>Avis du service instructeur</b>
<b>Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable, sous trois réserves, pour les éoliennes E01 et E04.</b>	
Réserve n°1 : « Pendant toute la durée où les éoliennes seront montées, il est impératif que la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes de LORCY soit contrainte et mise en demeure d'indemniser les propriétaires qui vendraient leur bien immobilier dans un rayon au minimum de 2 km pour compenser la dévaluation du bien, suite à la présence des éoliennes. Cette obligation devra perdurer jusqu'au démontage des éoliennes ».	L'indemnisation des propriétaires, susceptibles de subir une dévaluation d'un bien immobilier en cas d'implantation d'un parc éolien à plus de 500 m de ce bien, n'est pas prévue par le Code de l'environnement. De même, il n'est pas possible de mettre en demeure le pétitionnaire en cas de respect de la réglementation applicable. Enfin, aucune étude n'a démontré que l'implantation d'un parc éolien générerait une dévaluation des biens immobiliers situés à proximité,
Réserve n°2 : « La provision pour le démantèlement de chaque éolienne sera de 200 000 euros minimum ».	Il n'appartient pas au commissaire enquêteur de prescrire le montant des garanties financières prévues pour le démantèlement d'un parc éolien. Ce montant est fixé par un arrêté ministériel du 26 août 2011 pris en application de l'article L. 553-3 du Code de l'environnement.



Conclusions du commissaire enquêteur	Avis du service instructeur
Réserve n°3 : « La société VOLKSWING devra mettre en place une installation permanente de la mesure des infrasons telle que prévue par le rapport de l'ANSES, en date du 30 mars 2017 ».	Les conclusions formulées dans le rapport de l'ANSES en date du 30 mars 2017, soulignent « qu'à ce jour, si des hypothèses de mécanismes d'effets sanitaires demeurent à explorer, l'examen des données expérimentales et épidémiologiques disponibles ne met pas en évidence d'arguments scientifiques suffisants en faveur de l'existence d'effets sanitaires pour les riverains spécifiquement liés à leur exposition à la part non audible des émissions sonores des éoliennes (infrasons notamment). L'état des connaissances disponibles ne justifie donc pas d'étendre le périmètre des études d'impact sanitaire du bruit éolien à d'autres problématiques que celles liées à l'audibilité du bruit, pour lesquelles les effets sont avérés, complexes et documentés. [...] ».
<b>Le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable pour les éoliennes E02, E03, E05, E06 et E07.</b>	
n°1 : « Le Schéma Régional Eolien admet que les territoires des communes ne sont pas pour autant identifiés comme favorables au développement de l'éolien dans leur totalité. En conséquence, la densité de l'habitat justifie de prolonger jusqu'à 1 000 m la distance de protection et d'éliminer les éoliennes proches des habitations : E02 à 900 m, E03 à 600m, E05 à 800m, E06 à 750m et E07 à 550m ».	La majoration de la distance de 500 mètres entre les installations éoliennes et les habitations, sur la base de l'étude d'impact fournie par le pétitionnaire, n'est pas justifiée. Par ailleurs, la distance minimale de 500 m requise par rapport aux habitations lors de l'autorisation d'un parc éolien, est fixée par l'article L. 553-1 du Code de l'environnement et rappelée à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
n°2 : « Compte tenu du potentiel d'énergie éolienne, évalué à 250 MW pour la Zone Montargois-Gâtinais, avec une forte densité de la population rurale et de très nombreux villages, il est indispensable que chaque éolienne installée puisse fournir sa puissance maximum en permanence ce qui conduit à éliminer du projet ces 5 éoliennes pour cause de bridage ».	La mise en place d'un plan de bridage est autorisé, et généralement mis en place pour la plupart des parcs éoliens en exploitation, pour permettre de réduire les nuisances générées par les installations et respecter les normes de bruit fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. En outre, l'étude d'impact n'a révélé aucune émergence réglementaire le jour donc aucune éolienne ne devrait être bridée le jour.
n°3 : « Le rapport de l'ANSES, du 30 mars 2017, au sujet des infrasons, confirme que des effets physiologiques ont été mis en évidence chez l'animal et qu'il reste à les démontrer chez l'homme. Il y a lieu de retenir une distance, sans habitation, de 1 000 à 1 500 m au titre du principe de précaution avant qu'il ne soit trop tard pour la santé des riverains ».	La majoration de la distance de 500 mètres entre les installations éoliennes et les habitations, sur la base de l'étude d'impact fournie par le pétitionnaire, n'est pas justifiée. Par ailleurs, la distance minimale de 500 m requise par rapport aux habitations lors de l'autorisation d'un parc éolien, est fixée par l'article L. 553-1 du Code de l'environnement et rappelée à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
n°4 : « Le positionnement de ces éoliennes n'est pas conforme aux grandes options d'aménagement envisagées par le SRE. Elles ne sont ni parallèles à l'A19, ni orientées Est-Ouest ».	Les préconisations d'aménagement définies dans le Schéma Régional Eolien ne sont pas opposables. Par ailleurs, l'implantation des éoliennes respecte l'objectif principal du schéma pour cette zone qui est de favoriser des parcs denses.

Après examen des conclusions du commissaire enquêteur, il s'avère que les différentes remarques ou réserves émises par celui-ci ne sont pas recevables au regard du Code de l'environnement et de ses textes d'application.

**Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a pris convenablement en compte les enjeux et a prévu les mesures préventives et compensatoires nécessaires, afin de limiter les risques et les impacts de son installation et d'en maîtriser les conséquences.**

## **5 - Conclusion et propositions de l'inspection**

Au vu des éléments fournis par la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée ;

CONSIDÉRANT que la commune de LORCY est située dans la zone n° 1 « Montargois et Gâtinais » identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne, d'après le Schéma Régional Éolien ;

CONSIDÉRANT les avis défavorables émis par les conseils municipaux des communes d'AUXY, BEAUNE-LA-ROLANDE, CORBEILLES, JURANVILLE, LADON, LORCY, MIGNERETTES, MONTBARROIS, OUZOUE-SOUS-BELLEGARDE, SAINT-LOUP-DES-VIGNES ;

CONSIDÉRANT les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de BEAUMONT-DU-GÂTINAIS et FRÉVILLE-DU-GÂTINAIS ;

CONSIDÉRANT les conclusions du commissaire enquêteur établies 29 avril 2017, complétées le 25 mai 2017 ;

CONSIDÉRANT que les différentes remarques ou réserves émises par celui-ci dans ses conclusions ne sont pas recevables au regard du code de l'environnement et de ses textes d'application ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels d'application nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques, relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances, sont reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit effectuer les travaux de construction ou de démantèlement du parc éolien sans nuire à la reproduction de l'avifaune et qu'il doit suivre plus particulièrement la mortalité de l'avifaune et des chiroptères dès la mise en service du parc ;

CONSIDÉRANT que l'enfouissement du réseau électrique lié au parc éolien et la teinte donnée aux façades du poste de livraison doivent permettre de limiter l'impact paysager ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en œuvre toute mesure de prévention de la pollution de l'air et de l'eau lors des travaux de construction ou de démantèlement du parc ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le plan de bridage des aérogénérateurs à certaines plages de vent sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations ;

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société Ferme Éolienne des Terres Chaudes sur le territoire de la commune de LORCY.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Loiret d'autoriser l'exploitation de l'installation, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R. 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages.

Copie : DREAL / SEIR

L'inspecteur de l'environnement

signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la  
région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

signé